

le Braséro

"...Les travailleurs ont redécouvert la rue, les grenades lacrymogènes, les piquets de grève, les braséros... Les braséros ne sont pas encore au musée"
Joige Valéro

publication de la Fédération CNT PTT

33, Rue des Vignoles 75020 Paris Tél. Répondeur : 05 57 89 21 72 Fax 05 57 89 21 E-Mail: fede.ptt@cnt-f.org

DE LA RÉSISTANCE À L' OFFENSIVE SOCIALE AVEC UN SYNDICAT DE COMBAT : LA CNT !!!

LE 18 OCTOBRE FAISONS JAILLIR DE L'URNE
UN SYNDICALISME DIFFÉRENT, AUTOGÉRÉ !!!

La présence de la Fédération CNT aux élections du 18 Octobre est un événement dans la mesure où depuis 25 ans les directions de la Poste ont mené une politique répressive à l'encontre de notre organisation, de nos militants(es), visant à éliminer un syndicat de combat du paysage syndical. Mieux en 2006 une réforme du droit syndical à la Poste, soutenue par certains syndicats, nous privait des panneaux syndicaux, de la possibilité de distribuer des tracts dans les locaux, d'y tenir des réunions. Dans les centres où nous avions un local syndical nous en étions expulsés. Mais en 2009 le Conseil d'Etat condamnait la Poste et reconnaissait la légitimité de notre organisation. Le pot de terre avait juridiquement gagné contre le pot de fer de la Poste et ses avocats. Alors il est nécessaire pour les jeunes postiers(ères) d'expliquer la cause de cet acharnement anti-social : la CNT représente un syndicalisme différent qui déplaît aux directions.

La CNT propose un modèle syndical différent, alternatif, présent dans les entreprises et les quartiers, sans privilège pour ses membres.

UN FONCTIONNEMENT SYNDICAL AUTOGÉRÉ : Le fonctionnement du syndicat est assuré par l'implication des adhérent(e)s qui choisissent après débats les orientations, les actions à accomplir. La gestion est collective, il n'y a pas de spécialistes, parfois nous mettons plus de



temps à prendre une décision mais c'est la condition pour lutter contre la bureaucratie, nous entendons avoir une pratique démocratique. Nous autogérons le syndicat car ceci est cohérent avec notre projet : la gestion de la société par les travailleurs(es).

DES ACTIONS COLLECTIVES DÉCIDÉES EN ASSEMBLÉES GÉNÉRALES : Sur le plan de l'action nous sommes partisans de la lutte collective (Délégations de masse, grève locale ou nationale), sur le terrain, organisée à partir d'Assemblées Générales réunissant tous les postiers d'un service, unissant syndiqué(e)s et non-syndiqué(e)s, décidant librement de leurs revendications et des moyens pour les faire aboutir. En ce sens nous sommes souvent réticents aux grèves décidées par des états-majors syndicaux qui tous les deux ou trois mois appellent, seuls, à une grève de 24 heures, avec défilé rituel Bastille Nation.... Et ensuite ils s'étonnent qu'il n'y ait que 15% de gré-

vistes. Au lieu de faire 5 jours de grève dans l'année, qui n'apportent rien, il faudrait mieux bloquer l'activité pendant une semaine, tous ensemble. Tous les acquis sociaux ont été ainsi obtenus et pour les garder une grève de 24 heures suffirait ???

UN SYNDICALISME INDÉPENDANT DU PATRON ET DE L'ÉTAT : La plupart des syndicats passent leur temps dans des tables rondes, des commissions paritaires, des audiences qui occupent souvent la galerie sans rien changer à ce que nous vivons au quotidien sur le terrain. Ils disent que c'est du dialogue social, de la communication : en fait il s'agit de poudre aux yeux, on discute de la couleur de la peinture mais les grands dossiers sont imposés. Nous sommes convaincus que le syndicat doit consacrer toute son énergie à la défense de nos intérêts collectifs et les négociations doivent toujours être soumises à la base qui doit donner son point de vue. C'est à cette condition que le syndicalisme pourra sortir de l'ornière de l'échec car le bilan est lourd pour les syndicats représentatifs : éclatement des PTT, privatisation de FT et de la Poste, des milliers de suppressions d'emplois chaque année, la précarité, des contractuels à travail égal payés moins chers que les fonctionnaires !!! Que d'années de défaites quand nos anciens par des luttes décidées, la grève générale, obtenaient des acquis que l'on veut nous piquer aujourd'hui. A chacun(e) nous disons : n'écoute pas les sirènes électorales, les bateleurs de champs de foire, raisonne avec ta tête. page ①

**UN SYNDICALISME INTERPROFES-
SIONNEL, SOLIDAIRE ET INTERNA-
TIONALISTE :** En outre notre Fédération
PTT est partie prenante des luttes qui se
mènent dans d'autres secteurs profes-
sionnels où nous développons progressi-
vement des syndicats car nos luttes sont
parties prenantes de celles de tous les tra-
vailleurs(es), c'est par un combat unifié,
collectif, de la classe des exploités que
nous ferons reculer celle des possédants.
Quand on se bat uniquement par secteur,
comme le font les syndicats dits représen-
tatifs on perd : privatisation de la Poste,
d'EDF-GDF, démantèlement de la
SNCF, fermeture d'hôpitaux et de bu-
reaux de poste en milieu rural. Enfin nous

pensons qu'il faut développer une straté-
gie d'actions syndicales internationales,
mener des actions avec les autres postiers
européens qui subissent les mêmes at-
taques orchestrées par le capitalisme.

**UN SYNDICALISME LUTTANT POUR
UN CHANGEMENT RADICAL DE SO-
CIÉTÉ :** La CNT considère que le syndi-
cat a un rôle essentiel à jouer dans l'action
pour s'attaquer aux racines du mal : le li-
béralisme économique du capitalisme qui
conduit la société à la crise permanente,
détruit l'environnement, crée l'insécurité
sociale permanente, et menace même la
planète au nom de la course aux profits.

Une rupture avec cette société ne se fera
que par la base, par la mobilisation de
masse de ceux et celles qui n'ont rien à
perdre et ne croient plus depuis long-
temps aux promesses des politiciens.

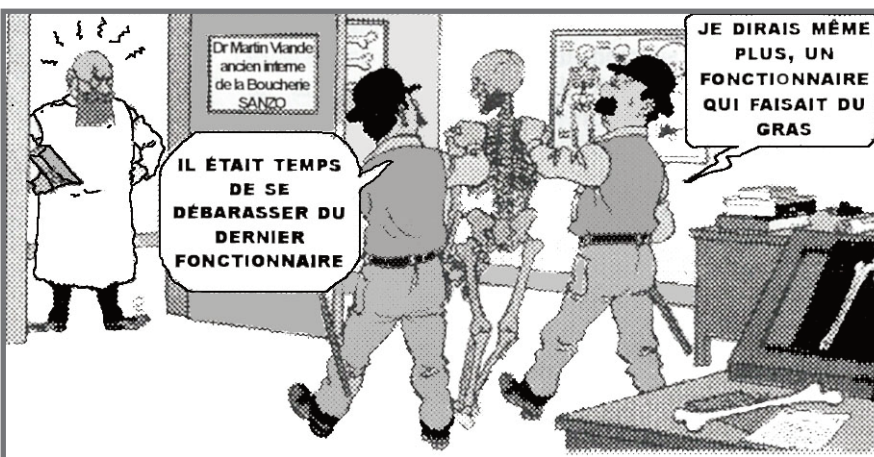
Dans ce tract comme dans notre profes-
sion de foi vous ne trouverez donc aucune
promesse, aucun mot d'ordre racoleur,
aucune surenchère électoraliste : des ana-
lyses, des propositions revendicatives, des
informations sur les combats menés ici et
là. Sachant que ce n'est qu'ensemble, par
la lutte collective et coordonnée que nous
saurons nous faire entendre, respecter et
gagner.

**DIVISES NOUS NE SOMMES RIEN
TOUS UNIS DANS LA LUTTE !!!
TOUS ENSEMBLE ! TOUS ENSEMBLE !!!
NOUS SOMMES LE VRAI POUVOIR**

Une privatisation qui vient de loin :

**PRIVATISATION ET LIQUIDATION DES ACQUIS SOCIAUX SONT LES DEUX FACES D'UNE MÊME MÉDAILLE :
CELLE DU PROFIT**

Dès 1974 le pouvoir
(de droite) s'est at-
taqué à l'Adminis-
tration des PTT pour
démanteler les services,
séparer la Poste de
France Télécom. La
grève générale majori-
taire des postiers durant
2 mois en Novembre et
Décembre 1974 a fait
reculer Giscard d'Estaing.
Puis le nouveau pouvoir
(de gauche) a pris le re-
lais, réussissant à voter la
loi du 2 Juillet 1990 qui
modifiait le statut juridique
de France Télécoms et
celui de la Poste à compter du 1er janvier 1991, les
deux exploitants devenant des exploitants auto-
nomes de droit public. Dès cette époque la Fédéra-
tion CNT-PTT dénonçait ces choix et cette logique
de démantèlement des PTT en montrant que cette
orientation conduirait inexorablement à la privatisa-
tion des deux établissements et donc au recul des
acquis sociaux et à l'abandon du service public. Au-
jourd'hui certains syndicats qui souriaient de nos po-
sitions se taisent, eux qui ont signé tous les accords
qui nous mènent à cette situation : Nous sommes
passés de 310 000 postiers à 240 000 en vingt ans,
et France Télécom de 125 000 télécommunicants à
90 000 aujourd'hui.



Une liquidation des acquis sociaux à la Poste :

L e statut des fonctionnaires a été abandonné et
maintenant les salariés de droit privé, agents
contractuels, perçoivent, à travail égal, un salaire plus
faible que les collègues fonctionnaires, ceci au cour-
rier comme à l'Enseigne. Outre le statut de fonction-
naires d'autres acquis sociaux, que nos anciens
avaient arrachés durant les grèves de 1936, à la Li-
bération ou en 1968 sont perdus, foulés au pied par
ces destructeurs d'emplois :
La fin du droit à la mutation : la mutation suivie sur
des tableaux nationaux a été remplacée par une mo-
bilité peu transparente avec une gestion déplorable,

certaines candidatures ne recevant
parfois aucune réponse par mail,
aucune garantie d'équité n'existe
contre les abus et magouilles.
Le recrutement et l'avancement
par concours qui avaient sans
doute des imperfections, présen-
taient l'avantage d'être une pro-
cédure plus égalitaire,
notamment avec l'anonymat pour
le recrutement, alors qu'au-
jourd'hui tout se fait à la tête du
client, avec avis décisif du chef
immédiat et élimination de celles
et ceux n'ayant pas le profil. L'ar-
bitraire sur toute la ligne.
La fin du service actif qui permet-
tait aux facteurs comme aux

agents ayant travaillés 15 ans en centre de tri de par-
tir en retraite à 55 ans.

Mais le changement de statut juridique de 1991, puis
la privatisation et la soumission de la Poste aux lois
du libéralisme ont eu d'autres conséquences.

LA SUPPRESSION DE MILLIERS D'EMPLOIS ET LA DÉGRADATION DE NOS CONDITIONS DE TRAVAIL :

D epuis 2002 75000 emplois ont été supprimés
à la Poste dont près de 12000 rien qu'en
2010. Ceci alors qu'au Courrier la baisse du
trafic est inférieure aux prévisions des **page ②**

« experts » et que le trafic colis augmente. Et l'Enseigne est également frappée passant de 68000 agents en 2007 à 55000 en 2011, avec 50% de contractuels subissant des salaires moindres. Dans tous les services cette réduction massive des effectifs se traduit par une dégradation sans précédent des conditions de travail au travers de réorganisations-désorganisations- permanentes.

Au Courrier, à la Distribution dans les PDC, PPDC, comme dans les PIC, les réorganisations ne cessent jamais, le délai de blocage de 18 mois n'est pas respecté car les « études », « comptages » démarrent au bout d'un an. Pour nous, au quotidien, nous qui sommes au taf tous les jours, portons la sacoche, nous constatons une augmentation de la charge de travail, des trajets plus longs du fait des regroupements de bureaux, une insécurité sociale permanente car nous sommes devenus flexibles, nos tournées sont constamment modifiées, nous devons réapprendre le tri, nous sortons plus tard, avec de nouveaux itinéraires à découvrir et au final de nombreux collègues dépassent les horaires en toute illégalité. Et parfois quand nous rentrons il n'y a pas de responsables, ceux-ci ayant terminé leurs horaires ou cavalent d'un site à l'autre, d'une réunion à une inspection, tandis que le débutant galère pour ne pas dormir dehors. Et ils osent nous parler de qualité eux qui chaque jour nous privent des moyens nécessaires pour travailler correctement, sereinement.

A l'Enseigne les guichetiers dont le nombre diminue alors que la population locale est stable ou en augmentation, doivent faire face à la multiplication de nouvelles tâches, imposées car plus rentables, comme l'offre « La Poste mobile », ceci avec une formation de 5 jours au rabais, voire pas du tout. Les bureaux de proximité sont fermés pour combler les absences dans les bureaux principaux, et l'on se moque comme d'une guigne des usagers. Ceci augmente le stress, les problèmes de santé et en tant que Fédération syndicale nous craignons une spirale dangereuse qu'ont connu nos collègues de France Télécom.

L'abandon du Service Public : Au nom de la rentabilité nous assistons à la fermeture de nombreux bureaux de poste en milieu rural ou à l'ouverture épisodique de nombreux autres. Comme la fermeture des hôpitaux, des maternités, des gares la Poste apporte sa pierre au processus de désertification rurale. Quant aux collègues, trajets plus longs, fatigue, stress

IMPOSONS PAR LA LUTTE COLLECTIVE UNE AUTRE LOGIQUE ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

Aucune évolution n'est irréversible à la condition de vouloir se battre et de lutter de manière EFFICACE. On ne fait pas grève pour faire grève et perdre une journée de salaire mais pour faire plier notre adversaire : le patronat et l'Etat, et gagner sur nos revendications. Pour y parvenir nous devons nous organiser, disposer d'un outil syndical totalement au service de l'action. Et nous devons nous battre de manière COORDONNÉE, UNIS A LA BASE, DANS LES SERVICES, car c'est tous ensemble que nous gagnerons le plus. Et ce combat doit être mené autour de revendications claires et unifiantes :

LUTTES SOCIALES CONTRE PSEUDO DIALOGUE SOCIAL

Forum n'en parle pas mais pourtant une véritable guérilla sociale est engagée à la Poste. S'il n'y a pas encore de mouvement généralisé chaque mois des conflits locaux durs prouvent que les postiers ne sont pas résignés et sont entrés en résistance. Ceci tant aux guichets comme au courrier ou dans les centres financiers. En Août ce sont les guichetiers de la Grande Motte et de Carnon qui se mobilisent face au manque d'effectifs, ignorant la trêve estivale, alors qu'à Nice à l'agence Coliposte de Saint Isidore c'est contre le licenciement d'un militant qu'agissent les grévistes. Début Septembre, toujours aux guichets c'est à La Réunion que les bureaux de Saint Benoît, Sainte Anne, Sainte Rose et la Plaine des Palmistes sont entrés en lutte sur la question des effectifs et la manque de dialogue social. Ces combats actuels s'inscrivent dans une longue liste de grèves dures conduites en 2010 et 2011 : 139 jours de grève victorieuse à Marseille2, générant la titularisation de collègues ; dans le Bas-Rhin conflit mené par les facteurs de Saverne-Monswiller contre la sécabilité ; dans le Rhône lutte héroïque des facteurs de la PPDC de Dardilly sur les revendications d'heures supplémentaires non payées, l'augmentation du nombre de jours de sécabilité ; les 42 jours de grève à Argenteuil dans le Val d'Oise contre la réorganisation et la suppression de 21 tournées. Ces conflits sont un signe ; à un moment donné la grève générale des Postiers va s'imposer, si ce n'est celle de tous les travailleurs, précaires de ce pays.

« Les Temps Modernes » dans les PIC et Plates-formes Colis

La Poste s'emploie à moderniser ses « outils industriels » tant au niveau des anciens Centres de Tri ou des Plates-formes Colis avec une seule logique la rentabilité et la casse de solidarité entre les agents.

Sur les PIC (Plates-formes Industrielle du Courrier) une multitude de régimes horaires a été mise en place avec comme objectif la casse des anciennes brigades et l'éclatement du personnel vers d'autres centres (PPDC voir Enseigne ou colis). Ceci est un choix du Siège pour diviser les agents des CTC en petits groupes ayant des revendications différentes, et pour les mettre en concurrence avec des challenges opposant les uns aux autres.

L'apparition de la lettre « verte » avec la suppression de l'aviation fera diminuer la 22h/6h dans beaucoup de PIC avec la création de nouveaux horaires qui ne prendront pas en compte ni la vie familiale ni le rythme de vie biologique.

L'alibi écologique pour cette lettre verte est mis à mal par éloignement des PIC ou des PFC hors des villes et le tout routier.



SALAIRES :

**À TRAVAIL ÉGAL SALAIRE ÉGAL
HAUSSE DES SALAIRES : 300 EUROS POUR TOUS
INTÉGRATION DES PRIMES DANS LE SALAIRE**

STATUT :

**UN SEUL STATUT !
TOUS FONCTIONNAIRES : TITULARISATION SANS CONDITION DE
TOUS LES AGENTS CONTRACTUELS**

EMPLOIS :

**ARRÊT DE TOUTE NOUVELLE SUPPRESSION D'EMPLOIS
CRÉATION IMMÉDIATE DE 35000 EMPLOIS
1 DÉPART EN RETRAITE = 1 EMBAUCHE**

CONDITIONS DE TRAVAIL :

**ARRÊT IMMÉDIAT DE TOUTES LES RÉORGANISATIONS
RESPECT DU CODE DU TRAVAIL ET DES HORAIRES
PAIEMENT IMMÉDIAT DE TOUT DÉPASSEMENT D'HORAIRES ET CRÉA-
TION DU NOMBRE DE TOURNÉES NÉCESSAIRE À L'ÉCOULEMENT DU TRA-
FIC DANS LE RESPECT DE LA DURÉE JOURNALIÈRE DU TEMPS DE TRAVAIL**

**CONTRE LE STRESS ET LA SOUFFRANCE AU TRAVAIL, AUX GUICHETS
COMME À LA DISTRIBUTION : SUPPRESSION DES OBJECTIFS
COMMERCIAUX INDIVIDUALISÉS**

**REFUS DE L'ARBITRAIRE ET DE LA PROMOTION À LA
TÊTE DU CLIENT**

EXIGEONS

UN VÉRITABLE SERVICE PUBLIC

**ET LA RÉOUVERTURE DES BUREAUX DE POSTE
FERMÉS EN ZONE RURAL**



envoyer des infos sur les luttes ou la situation dans vos établissements :

NOM :

PRÉNOM : Bureau :

Adresse :

Ville : Code Postal :

Service (cochez la case): PDC PIC ENSEIGNE CHÈQUES

A retourner à :

FÉDÉRATION CNT-PTT 33 rue des Vignoles 75020 PARIS.

CONTACT PAR MAIL: fede.ptt@cnt-f.org

TÉLÉPHONE / RÉPONDEUR/FÉDÉRAL : 05-57-89-21-72 ou 06-59-52-45-81